

Conférence de presse du ministre espagnol des Affaires Étrangères

«L'Espagne est décidée à s'engager dans le règlement du dossier du Sahara Occidental et a besoin pour cela d'un Maghreb fort et uni.»

C'est par la Mauritanie que s'est achevé le 21 octobre 2004, le périple du ministre espagnol des Affaires Étrangères, M. Miguel Angel Moratinos, dans la région maghrébine.

Fer de lance d'une diplomatie active pour le règlement du dossier du Sahara Occidental, M. Moratinos s'est entretenu avec le président Ould Taya ainsi que son homologue mauritanien, M. Mohamed Vall Ould Bellil sur les relations bilatérales, le dossier du Sahara, l'Union du Maghreb arabe et le dialogue des civilisations. A l'issue de sa visite, le ministre espagnol a tenu un point de presse au Palais des Congrès.

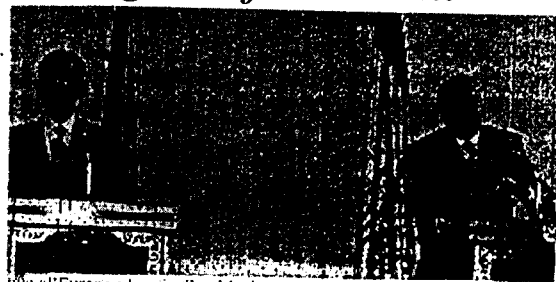
«Alliance de civilisations ».

Durant son entretien avec Ould Taya, M. Moratinos a évoqué l'initiative du Premier ministre espagnol, M. Zapatero, attendu à Nouakchott en 2005, pour une culture de la paix. Lancée au cours du débat de la 59ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, cette initiative dénommée «Alliance de civilisations» se veut un creuset de réflexion au niveau mondial pour briser le mur de haine et d'incompréhension érigé entre l'Occident et le monde arabo-islamique.

Au cours de la conférence de presse animée par les deux chefs de délégations le même jour, M. Moratinos a insisté sur cet aspect mais aussi sur l'appui institutionnel et sécuritaire

que son pays apporte à la Mauritanie, le degré de coopération économique et sociale dans le domaine commercial et des pêches notamment.

Sahara Occidental. Il a rappelé que sa visite en Mauritanie s'inscrit dans le cadre d'une démarche novatrice pour un règlement global et définitif du dossier du Sahara Occidental. Celui-ci est envisageable selon lui, par l'instauration d'un dialogue entre les différents acteurs du dossier mais aussi par une plus grande implication de la communauté internationale, longtemps passive par rapport aux problèmes qui minent cette région. Il soulignera



que «l'Europe a besoin d'un Maghreb uni, tout comme ce dernier a besoin d'une Europe qui s'intéresse aux défis auxquels sont confrontés les pays du Sud».

Après 30 ans de conflits, de recherche de solution, il est temps de régler le dossier du Sahara Occidental, véritable épine dorsale dans la construction du Maghreb Arabe et source de déstabilisation potentielle, a encore ajouté en substance le chef de la diplomatie espagnole. «L'Espagne est en faveur du Plan Baker, tout comme les autres acteurs le sont, mais l'Espagne veut encore plus : elle veut l'application de ce Plan sous la supervision des Nations Unies.» répondra-t-il à une question posée dans ce sens.

Cette volonté du Royaume d'Espagne de s'impliquer davantage dans le règlement d'un conflit dont elle assume malgré tout une responsabilité historique en ayant mal décolonisé son ancienne possession, la livrant aux ambitions expansionnistes de ses voisins, cadre pourtant mal avec son abstention lors du vote de la dernière résolution des Nations Unies portant sur le Sahara Occidental parmi quatre-vingt autres pays, alors que seuls cinquante-trois autres votaient pour.

M. Moratinos expliquera cette abstention de l'Espagne par une volonté manifeste de son pays à garder un statut de neutralité par rapport au dossier. Cela lui permettra, selon lui de jouer avec efficacité son rôle de médiation sans être taxé de partie pris.

Putschistes. S'agissant d'une autre question posée à propos d'un séjour avéré de quelques éléments putschistes en Espagne, M. Moratinos sur la base d'une note expresse rédigée à la hâte par ses conseillers, a affirmé que le Royaume d'Espagne n'a rien à voir dans ce problème, soutenant que des militaires mauritaniens impliqués dans les

putschs du 8 juin 2003 ou du 8 août 2004, peuvent avoir certes effectué leur stage dans son pays.

Le ministre mauritanien des Affaires Étrangères, M. Mohamed Vall Ould Bellil sera interpellé quant à lui sur une question relative à la bonne disposition déclarée des autorités burkinabé vis-à-vis du gouvernement mauritanien, dans le dossier des «Cavaliers du Changement». Le Burkina Faso affirme en effet avoir extradé dans le passé des opposants mauritaniens (NDLR : Ould Doudmane et compagnie) et que si des putschistes mauritaniens se trouvaient sur son sol, les autorités les auraient extradés dans les mêmes formes. Ce à quoi, Ould Bellil répondra : «il est curieux que le Burkina Faso à qui nous lie des conventions et des accords, notamment la Convention d'Antananarivo, refuse de nous livrer des militaires putschistes, installés sur son sol, recherchés par la justice mauritanienne et pour lesquels un mandat d'arrêt international a été lancé, alors qu'elle expulse des opposants contre lesquels aucun délit n'est retenu et qui ne font l'objet d'aucune recherche.

Les journalistes présents à ce point de presse noteront surtout l'intérêt accordé par l'Europe à l'existence d'un espace maghrébin apaisé, d'où les multiples tentatives de régler les différends qui opposent le Maroc et l'Algérie d'une part, et d'autre part la Mauritanie et la Libye.

Il est curieux à ce point de relever l'escalade survenue entre Nouakchott et Tripoli, constamment accusée d'être une base arrière de tous les complots fomentés en Mauritanie, alors que l'on se dirigeait vers une réconciliation grâce aux bons offices du Roi Mohamed VI, qui était parvenu il y a quelques mois, à réunir ensemble les ministres des Affaires Étrangères des deux pays à Rabat.